

Problèmes énergétiques des pays en développement

M3G3A3P1 Problèmes spécifiques

a) Dépendance énergie non commerciale

Cette carte donne une estimation du pourcentage de la population dépendant de la biomasse comme combustible principal pour la cuisson en 2009 :

- 67 % en Afrique ;
- 80 % en Afrique sub-saharienne ;
- 55 % en Asie ;
- 32 % en Chine ;
- 18 % en Amérique Latine

Elle illustre l'importance du rôle des **énergies non commerciales** dans les pays en développement.

b) pays en développement importateurs de pétrole

Une distinction doit évidemment être faite parmi les pays en développement entre les **exportateurs et les importateurs d'énergie**, et notamment de pétrole, les situations énergétiques de ces deux groupes de pays étant très contrastées.

Les pays en développement importateurs de pétrole ont été encore plus fortement touchés que les pays industrialisés par les chocs pétroliers car ils n'ont pas eu la possibilité de compenser le déficit de leur balance commerciale par un accroissement de leurs ventes de produits manufacturés.

Ne disposant pas des réseaux énergétiques complexes qui existent dans les pays industrialisés, ils n'ont pas eu la possibilité de faire jouer comme eux les substitutions inter-énergétiques pour se dégager même de manière provisoire de la contrainte pétrolière.

Le pétrole reste l'énergie la plus appropriée à la situation existant dans de nombreux pays en développement, c'est pourquoi, très souvent, les chocs pétroliers ont plongé les plus pauvres d'entre eux dans de profondes récessions économiques.

M3G3A3P2 problèmes énergétiques des plus démunis

a) habitants des zones rurales

Dans les pays en développement, les plus démunis utilisent essentiellement des énergies non commerciales, leur pouvoir d'achat ne leur permettant pas d'avoir accès aux autres.

Deux grandes catégories doivent être considérées :

- la première correspond aux **habitants des zones rurales**, qui vivent le plus souvent hors de la sphère monétisée et des réseaux commerciaux.

L'importance des zones rurales provient de ce qu'en 2011 53,5 % de la population des PED y vivait, ce chiffre passant à 63,3 % en Afrique sub-saharienne et 71,5 % dans les PMA

Dans ces pays, malgré une forte croissance de l'urbanisation depuis quelques décennies, la très large majorité des peuples vit encore en zone rurale, leur approvisionnement énergétique reposant pour l'essentiel sur les énergies non

commerciales, qui servent à la satisfaction des besoins domestiques (comme la cuisson des aliments, le chauffage, ou l'éclairage).

La nature des problèmes énergétiques rencontrés dépend fortement du contexte économique et énergétique, mais aussi de facteurs socio-culturels tels que les traditions, le niveau d'éducation,...

A titre d'exemple, les peuples de tradition nomade sont étrangers à la notion de gestion d'un patrimoine forestier.

Le plus souvent, le prélèvement énergétique sur l'environnement avoisinant est considéré comme allant de soi, et la liaison n'est pas faite entre la pénurie et la surexploitation.

Depuis plusieurs décennies, des programmes d'électrification rurale ont été entrepris dans de nombreux pays, mais ces programmes ne concernent généralement qu'une fraction assez faible des villages ruraux.

Même dans ceux qui sont électrifiés, le pourcentage de la population raccordée au réseau reste faible, compte tenu du niveau de vie, et les plus pauvres restent exclus de la modernisation.

La cuisson demeure très largement assurée par le bois de feu ou par le charbon de bois, à la fois par tradition culinaire et du fait de la "gratuité" de ce combustible, même si sa collecte peut représenter un travail important (il n'est pas rare qu'un membre de la famille doive faire plusieurs kilomètres par jour pour ramasser le bois et le ramener à la maison).

De plus, la médiocre qualité du combustible, sa forte humidité et l'absence fréquente de cheminée ont pour conséquence que la combustion se déroule dans de mauvaises conditions et que les habitants respirent des fumées toxiques.

L'*Organisation météorologique mondiale*, ou OMM, est l'organisme des Nations Unies qui fait autorité pour les questions relatives au temps, au climat et à l'eau.

L'OMM estime que plus de 1,45 millions de personnes meurent chaque année de cette pollution domestique, parmi lesquelles de nombreux enfants.

L'éclairage est assuré par des lampes à huile, d'origine végétale, et progressivement remplacée par du kérosène subventionné, lorsqu'il est distribué dans le village.

Cette forme d'éclairage est elle aussi nocive pour la santé du fait des fumées produites, et présente de plus des risques d'incendie et de brûlures.

La mécanisation agricole ne concerne qu'une part infime des zones rurales des pays en développement, les transports locaux et l'énergie mécanique nécessaire à l'agriculture étant fournis par la force musculaire d'origine humaine ou animale.

b) habitants des villes

Parmi les plus démunis, la deuxième grande catégorie correspond aux **habitants des villes**, et notamment des bas quartiers des périphéries urbaines qui vivent souvent dans des bidonvilles de toutes sortes.

Les habitants des bidonvilles ont un niveau de vie généralement très bas, mais, du fait de leur proximité des réseaux énergétiques et d'adduction d'eau, ils ont accès aux énergies commerciales plus qu'aux énergies non commerciales.

Notez d'ailleurs que, dans les villes, la notion d'énergie non commerciale est trompeuse, en ce sens que le bois de feu ou le charbon de bois, qui sont assez massivement utilisés dans certains centres urbains, sont collectés dans les forêts avoisinantes et distribués par un réseau tout à fait commercial.

Stricto sensu donc, ces énergies deviennent ainsi des énergies commerciales.

En fait, comme elles ne sont que rarement comptabilisées, on continue à les considérer, par abus de langage, comme des énergies non commerciales.